

DÉLIBÉRATION n°2023-82
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 13 décembre 2023

Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration
du 25 octobre 2023

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements

Vu le règlement intérieur de l'IEP,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article unique

Le compte-rendu du Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes du 25 octobre 2023 est adopté.

Membres en exercice : 30 membres

Membres présents ou représentés : 29 membres

Votes : Refus de participer au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Pour : 2

Délibération : adoptée. refusée.

Le 13 décembre 2023

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

Compte-rendu du conseil d'administration du 25 octobre 2023

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

Présents

- (1) M. Yann Lejolivet, Président du Conseil d'administration
- (2) M. Éric Hitti (représentant M. David Alis)
- (3) Mme Corinne Poulain
- (4) Mme Nathalie Colin
- (5) Mme Emmanuelle Rousset (représentant M. Jean-Luc Chenut, Conseil Départemental)
- (6) M. Romain Pasquier
- (7) M. Emmanuel Couet
- (8) Mme Armelle de Guibert
- (9) Mme Claire Toupin-Guyot
- (10) Mme Marta Iglesias
- (11) Mme Adeline Thobie
- (12) Mme Lou Presti
- (13) Mme Louise Riant
- (14) M. Elouan Le Retif
- (15) Mme Angèle Grandhay
- (16) Mme Jade Béniguel
- (17) Mme Charlotte Jegouic
- (18) M. Ludovic Babas
- (19) M. Baptiste Cadeau
- (20) M. David Horn

Représentés

- (21) Mme Laurence Bertrand-Dorléac
- (22) Mme Maryvonne Le Brignonen
- (23) Mme Marie-Laure Collet
- (24) M. Olivier David
- (25) M. Vincent Valentin
- (26) M. Nicolas Escach
- (27) M. Gil Desmoulin
- (28) Mme Nathalie Pruchon

Membres ayant voix consultative

- (29) M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP
- (30) Mme Léa Escalmel, Association des Anciens
- (31) Luc Neuville, contrôleur budgétaire Région Bretagne
- (32) Alan Leroux, Rectorat

Invités

- (33) M. Guillaume Julien
- (34) Mme Cyrielle Leclerc
- (35) M. Cyril Rams
- (36) M. Sébastien Chable
- (37) Mme Pauline de Beauregard
- (38) M. Hugues Parola
- (39) Mme Virginie Saliou
- (40) Mme Tiphaine Paris
- (41) M. Bruno Gattepaille

Procurations :

Mme Laurence Bertrand-Dorléac	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolivet
Mme Maryvonne Le Brignonen	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolivet
Mme Marie-Laure Collet	Donne pouvoir à	Mme Marta Iglesias
M. Olivier David	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier
M. Vincent Valentin	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier
M. Nicolas Escach	Donne pouvoir à	Mme Marta Iglesias
M. Gil Desmoulin	Donne pouvoir à	Mme Adeline Thobie (à partir de 18h)
Mme Nathalie Pruchon	Donne pouvoir à	Mme Adeline Thobie

M. Lejolivet ouvre la séance et souhaite la bienvenue aux nouveaux élus étudiants du conseil d'administration.

Un tour de table de présentation est effectué en séance.

- **Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 3 octobre 2023**

Sous réserve des modifications apportées en séance, le procès-verbal du conseil d'administration du 3 octobre 2023 est adopté à l'unanimité.

INFORMATIONS DE LA DIRECTION

M. Lejolivet propose de reporter ce point à la fin de la séance.

1. FINANCES

- **Budget Rectificatif n° 1**

M. Diaz se propose de présenter le Budget rectificatif 2023, qui prend en compte, comme chaque année, les évolutions budgétaires imprévues survenues en cours d'année. Le Budget initial a été voté en décembre 2022 par le conseil d'administration. Pour rappel, les grands principes du budget initial ont été définis au fil de plusieurs phases de négociation avec le ministère de tutelle, dans le cadre d'un dialogue stratégique de gestion. Grâce à cette démarche, l'IEP est parvenu à obtenir la notification d'une subvention pour charge de service public accrue ainsi que deux postes de fonctionnaires. Le développement des ressources propres est également un axe de ce budget primitif et un défi pour les années à venir, prolongé par le renforcement de l'offre de formation. Par ailleurs, le budget initial atteste une volonté politique forte, grâce au soutien des collectivités partenaires et de l'Etat, de porter une ambition importante en matière d'investissements (rénovation des bâtiments, projet de bibliothèque, amélioration de la vie étudiante et des salariés de l'IEP). Enfin, l'IEP a pu obtenir des moyens supplémentaires pour recruter des enseignants et des emplois administratifs (six postes) et a mis en œuvre une démarche d'amélioration des process.

M. Diaz répète que le Budget rectificatif soumis à l'approbation du conseil d'administration ce jour vise à réajuster les prévisions budgétaires (recettes et dépenses) du budget initial voté en décembre 2022.

M. Julien tient, en préambule, à rappeler la distinction entre la comptabilité budgétaire (photographie à un instant T des mouvements d'entrée et de sortie dans le budget) et la comptabilité générale (suivi annuel par l'agent comptable et comprenant des éléments non budgétaires tels que la dotation aux amortissements).

Il précise ensuite que le premier volet à examiner est celui des recettes. En premier lieu, il convient, au titre des fonds publics, de noter une augmentation de 33 % de la subvention pour charge de service public (SCSP), grâce à la négociation évoquée plus tôt ainsi qu'à la signature d'un contrat d'objectif et de moyens très positif pour l'Etablissement (900 000 euros sur trois ans, dont la moitié versée en 2023). En outre, un réajustement des autres lignes de fonds publics doit être mené à bien, notamment pour prendre en compte la restitution d'un reliquat de subvention non consommée à la Région Normandie (110 000 euros).

En deuxième lieu, M. Julien indique qu'il convient d'examiner l'évolution des ressources propres : les recettes en droit d'inscription sont conformes aux prévisions, mais le nombre de contrats d'alternance est resté stable par rapport à 2022, alors que le BI misait sur une augmentation à cet égard. Dès lors, les recettes de la formation professionnelle sont moins importantes que prévu et seront relancées en 2024 à travers une série d'actions.

M. Diaz souligne que le développement de l'alternance est nouveau au sein des IEP et que l'IEP de Rennes est en avance à ce sujet. Il est à noter que plusieurs parcours traditionnels ont été transformés en alternance et que 65 % des étudiants les ayant suivis trouvent un travail avant même l'obtention de leur diplôme, ce qui atteste l'efficacité de ce dispositif. Les efforts vont donc se poursuivre en la matière.

M. Parola se propose d'examiner le second volet dédié aux dépenses. En premier lieu, la masse salariale est conforme aux prévisions du BI (2,8 millions d'euros). La volonté affichée fin 2022 de renforcer les services support de l'Etablissement ainsi que l'équipe enseignante, accompagnée d'une augmentation de la masse salariale de 25 % par rapport à l'année précédente, a donc été suivie et mise en œuvre. Six emplois ont été créés : trois emplois administratifs ont été financés par la SCSP et trois emplois administratifs ont été recrutés sur fonds propres. Par ailleurs, deux postes de fonctionnaires enseignants ont été créés sur le budget de l'Etat, avec un effet indirect positif sur le BR grâce au basculement de contrats d'ATER sur cette ligne durant un an. L'effort de recrutement a donc été conséquent au fil de l'année, dans un marché très tendu. Ces opérations ont donc pris du temps, générant des économies de masse salariale qui ont été absorbées par diverses mesures gouvernementales (prime d'inflation et revalorisation du point d'indice notamment). Ces éléments devront être pris en compte dès 2024 dans le cadre du futur dialogue de gestion avec la tutelle.

M. Julien en vient à la deuxième enveloppe de dépenses, liée au fonctionnement de l'Etablissement. Ces dépenses de fonctionnement sont en forte hausse (+30 %) par rapport aux prévisions, sous l'effet de surcoûts liés aux travaux, de dépenses avancées pour la présidence du Réseau ScPo, du lancement de nouveaux projets (schéma DDRS, études d'investissement, soutien juridique, etc.), de l'impact de l'inflation, de la création de nouveaux masters et de dépenses antérieures non soldées.

Enfin, la troisième enveloppe concerne les dépenses d'investissement. En la matière, les dépenses d'informatique et d'équipements audiovisuels sont conformes aux prévisions. En revanche, les dépenses pour le projet de la nouvelle bibliothèque sont reportées à l'exercice 2024 afin de se conformer à l'échéancier des travaux, ce qui induit une forte baisse de ce poste budgétaire au titre de 2023.

M. Julien indique qu'en conséquence, le besoin de trésorerie s'élève à 710 000 euros et qu'il est proposé de le prélever sur le fonds de roulement. Il est donc demandé au conseil d'administration d'autoriser ce prélèvement. La prévision d'atterrissage comptable à date anticipe un résultat pour l'année 2023 à hauteur de +33 000 euros. La nouvelle capacité d'autofinancement du BR serait de 264 000 euros, pour un fonds de roulement qui passerait de 3,4 millions d'euros à 3 millions d'euros. La délibération proposée reprend le détail des autorisations budgétaires demandées.

M. Neuville rappelle que ce BR est un budget technique. Il est marqué par une amélioration par rapport au BI et ne pose aucun problème de soutenabilité. Des points d'attention classiques peuvent toutefois être relevés : augmentation des dépenses de fonctionnement (avec des composantes exceptionnelles), nécessaire évolution des ressources propres (pour développer les emplois hors plafond), et augmentation de la masse salariale (sous l'effet des revalorisations mentionnées).

M. Rams estime, pour sa part, que la décision de puiser dans le fonds de roulement de l'IEP, qui était assez élevé, est positive. Il convient désormais d'attendre l'atterrissage financier au mois de mars 2024.

M. Leroux souscrit aux propos de Messieurs Neuville et Rams.

Mme Poulain revient à l'investissement très conséquent de la nouvelle bibliothèque en 2024. Elle souhaite savoir si l'IEP possède des interlocuteurs techniques pour piloter une opération de cette envergure et demande si la bibliothèque actuelle sera fermée tout le temps des travaux.

M. Diaz répond que la bibliothèque sera transférée vers la plateforme du restaurant universitaire voisin, désormais fermé, sur toute la durée des travaux. Par ailleurs, il précise que l'IEP est accompagné par la SemBreizh pour la conduite de ce projet.

La délibération 2023-73 est adoptée à l'unanimité.

- **Demande de subventions des associations de Masters**

M. Desmoulin indique que la délibération porte sur la demande de subvention des deux associations de masters – JRE et AGIR Sud – à hauteur de 800 euros chacune. La demande de subvention de l'association JRE (Master

journalisme) vise à financer un déplacement pour assister à un festival sur le journalisme radiophonique à Brest et à consolider le réseau des anciens. La demande de l'association AGIR Sud (Master ISUR) vise à financer la participation au Forum mondial des mobilités, qui se tiendra à Paris les 22 et 23 mars 2024, ainsi que quelques sorties locales.

La délibération 2023-74 est adoptée à l'unanimité.

2. MESURES REGLEMENTAIRES ET PRATIQUES

• Répartition des élus étudiants au sein des commissions

M. Gattepaille indique que jusqu'à présent, les propositions des élus étudiants étaient présentées au conseil d'administration avec un seul vote. Le Rectorat a fait remarquer que le règlement intérieur n'était pas homogène eu égard aux modes de désignation des membres élus étudiants dans les diverses commissions. Il est donc proposé ce jour que le conseil d'administration vote selon deux modes :

- par l'ensemble du conseil d'administration pour la commission des services numériques, la commission permanente de la vie étudiante, la commission d'examen des situations individuelles, et la commission budgétaire et des investissements ;
- par le collège étudiant uniquement pour la commission des bourses de mobilité, la commission des relations internationales, et la commission documentaire.

M. Gattepaille donne lecture de la délibération pour chacune des sept commissions et leurs candidatures.

La délibération 2023-75 est adoptée à l'unanimité.

• Convention de groupement de commande en vue de la passation du contrat de concessions de la préparation labellisée du CC1A des 7 IEP

M. Diaz rappelle que le réseau ScPo, qui organise le concours commun de sept IEP, a décidé de labelliser une préparation au concours de première année afin de concurrencer les « prépas » privées très onéreuses pour les familles. En l'occurrence, cette formation prévoit des tarifs distincts pour les étudiants boursiers et non boursiers. En outre, les IEP ont un regard sur les contenus de cette préparation, qui enregistre un certain succès et de bons taux de réussite. Le marché arrive à son terme et un nouveau marché est donc lancé, porté par l'IEP de Lille, afin de déterminer le prestataire pour les trois prochaines années.

Mme Béniguel demande si l'inscription à la préparation sera gratuite pour les étudiants boursiers. En outre, elle souhaite savoir si les critères de bourse retenus sont ceux de l'enseignant supérieur ou ceux du lycée (ces derniers étant beaucoup plus restrictifs).

M. Diaz indique que pour une année entière de préparation, le prestataire propose deux tarifs (150 et 450 euros). Quant aux critères, le tarif préférentiel s'applique aux boursiers lycéens et futurs boursiers de l'enseignement supérieur.

La délibération 2023-76 est adoptée à l'unanimité.

3. PÉDAGOGIE

• Mise à jour des modalités de reconnaissance de l'engagement étudiant

Mme Iglesias précise que le document comporte une erreur, puisque la date à retenir est celle du 25 octobre et non du 23 octobre. Dans le document sur les modalités de reconnaissance de l'engagement étudiant, la mise à jour consiste à faire référence à la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté. Le reste du document est inchangé. Elle rappelle que les étudiants concernés doivent faire eux-mêmes la démarche de la reconnaissance de leur engagement.

Mme Béniguel s'enquiert des modalités de reconnaissance de l'engagement étudiant.

Mme Iglesias répond que la reconnaissance se matérialise sous forme de crédits ECTS. Pour les obtenir, l'étudiant doit remplir un dossier (trame disponible sur le site de l'Etablissement) et, dès lors que son engagement est reconnu, il reçoit 5 ECTS.

M. Diaz ajoute que cet engagement apparaît dans les relevés de notes.

La délibération 2023-77 est adoptée à l'unanimité.

- **Règlement FISP**

M. Diaz précise qu'une erreur a été commise lors de l'adoption du règlement de la filière INSA Sciences Po lors de la séance du 3 octobre. Ainsi, dans le paragraphe sur les mentions, le texte fait référence à la cinquième année et ne prend pas en compte la sixième année. Il est donc proposé d'adopter une délibération mentionnant cette erreur matérielle sans remettre en cause l'adoption du règlement le 3 octobre.

La délibération 2023-78 est adoptée à l'unanimité.

4. PROJETS

- **Présentation du projet du lauréat relatif à la rénovation de la bibliothèque**

M. Diaz indique que la commission sur le choix de l'architecte s'est réunie afin de départager les deux cabinets finalistes. Une présentation plus complète aura lieu lors de la prochaine séance afin de valider ce choix en conseil d'administration.

M. Lejolviet indique qu'une réunion extraordinaire du conseil d'administration sera organisée le 8 novembre à cette fin, en présence de l'architecte retenu (date à confirmer).

5. UNIVERSITE DE RENNES

- **Contrat d'objectifs, de moyens et de performance 2023-2025**

M. Diaz explique que le COMP est la nouvelle modalité de contractualisation entre l'Etat et les établissements de l'enseignement supérieur pour négocier des moyens pluriannuels. Le ministère a choisi 17 regroupements d'établissements, représentant 35 établissements au total, et l'EPE de Rennes a été embarqué dans la première phase de ce dispositif. Un travail intense a donc été réalisé pour produire un document, qui a été présenté à la DGESIP afin de défendre ce projet. Ce projet commun sera financé sur trois ans à hauteur de 8 millions d'euros, avec des actions portées par des établissements composantes, au nom du collectif. A ce titre, comme précisé plus tôt, l'IEP de Rennes a reçu 450 000 euros en 2023 et recevra 900 000 euros au total.

M. Diaz précise que le projet complet a été transmis aux membres du conseil d'administration. Il permet de financer trois actions structurantes et originales portées par Sciences Po Rennes. La première consiste à financer le festival Nos Futurs, en partenariat avec Les Champs Libres et le journal Le Monde. L'ambition est de pérenniser ce rendez-vous, temps fort de la vie étudiante, sur les trois prochaines années. Il pourra également être question de le faire évoluer afin de donner la parole à la jeunesse sur le territoire de la métropole, dans toute sa diversité. La deuxième action porte sur les métiers d'avenir et en tension, dans le cadre du partenariat INSA-Sciences Po et avec l'Institut AGRO notamment. Enfin, la troisième action vise à créer une chaire Agir pour préserver l'habitabilité de la terre, portant sur les politiques publiques et les métabolismes territoriaux. Ces trois actions sont donc financées dans le cadre de l'IEP, mais d'autres actions sont également portées au niveau global de l'EPE.

M. Hitti souligne que le fait d'obtenir ce COMP constitue une première grande réussite collective de l'EPE. La qualité du travail réalisé a été saluée par la ministre. L'objectif spécifique sur le développement durable sera approfondi par le biais d'un schéma directeur qui sera adopté en 2024. Un poste a été financé dans ce domaine afin d'accompagner cette réflexion de façon approfondie. Le financement étant acquis, la phase de mise en œuvre des actions doit désormais être enclenchée.

Mme Jegouic souligne que le document mentionne un objectif de neutralité carbone. Elle souhaite savoir si cet objectif est daté, au-delà de l'objectif de réduction de 12 % des émissions de carbone pour 2025.

M. Hitti souligne que le COMP s'étend sur trois ans et que c'est dans ce cadre que l'objectif de 12 % a été formalisé. L'idée est évidemment d'aller plus loin et le poste d'ingénieur d'étude va permettre d'internaliser cette fonction afin de réaliser un bilan carbone annuel, puis de mettre en œuvre et de suivre un plan d'action à minima jusqu'à 2030.

Mme de Guibert note qu'il s'agit d'une démarche très globale de sensibilisation des étudiants et des professionnels aux questions d'écologie et d'inclusion. L'idée est d'introduire ces contenus dans la pédagogie dispensée dans les établissements afin que tous les étudiants puissent monter en compétences sur les sujets de transition.

M. Hitti souligne que le schéma directeur abordera tous les volets de la vie des établissements – formation, recherche et fonctionnement. Il ajoute que le réseau d'ambassadeurs des étudiants en transition vient de démarrer, auquel participe un étudiant de Sciences Po.

La délibération 2023-79 est adoptée à la majorité, moins 3 abstentions.

6. RECHERCHE

• Création de la Chaire Mer, Maritimité et Maritimisations du Monde (4M)

M. Pasquier rappelle que quelques années plus tôt, la stratégie de Sciences Po Rennes a été précisée au sein d'un projet scientifique. Un des points forts de la stratégie était de créer des chaires sur les thématiques listées dans ce document stratégique. Depuis 2015, il existe une chaire Territoires et mutations de l'action publique. Actuellement, l'Etablissement poursuit deux projets de création de chaire : Métabolisme territorial, évoqué plus tôt par Monsieur Diaz, et Maritimité, dont il est question à présent. Ce projet est porté par Virginie Saliou, Docteure en sciences politiques et enseignante en géopolitique des espaces maritimes à l'Ecole Navale de Brest.

Mme Saliou indique qu'il s'agit de la première chaire de sciences politiques sur les mers. Cet enjeu est très important en termes de transitions – climatique, environnementale, sociétale –, d'autant plus que les mers ne sont pas étudiées en tant qu'objets de sciences politiques. Ainsi, dans les travaux sur les planifications spatiales, les mécanismes terrestres sont plaqués sur l'espace marin. L'objectif de cette chaire est donc de faire exister des géopolitiques de la mer, en Bretagne, territoire où les liens avec la mer sont très forts. Les trois axes de recherche sont les suivants :

- la mer comme espace, dans toutes ses dimensions ;
- les maritimités : approches culturelles et sociétales de la mer et leurs évolutions ;
- l'approche stratégique à travers l'étude des processus de maritimisation (poids croissant de la mer dans les réflexions terrestres, notamment au sujet de l'exploitation des ressources).

Mme Saliou souligne que la chaire entend produire une recherche de haut niveau sur les questions maritimes en sciences politiques et proposer des formations croisées. Elle vise également à sensibiliser le grand public à ces questions maritimes, à travers des actions concrètes de médiation (cafés-rencontres, expositions...). Des partenariats sont envisagés, au niveau institutionnel et associatif, mais également avec le monde privé.

Mme Poulain signale que le Muséum national d'histoire naturelle est en train de lancer un travail autour de l'océan, avec le relai de sa station marine à Concarneau. Il s'agit peut-être d'une piste de partenariat pour cette nouvelle chaire. Par ailleurs, elle affirme que Les Champs Libres seront prêts à accueillir des temps de rencontre sur ce sujet.

La délibération 2023-80 est adoptée à l'unanimité.

INFORMATIONS DE LA DIRECTION

M. Diaz indique que les recrutements au sein des fonctions support ont bien avancé : le responsable de la DSI doit arriver en janvier 2024, le renfort au sein du pôle finance arrivera en novembre 2023 et deux autres postes compléteront cette équipe.

*

M. Cadeau souhaite savoir s'il sera possible de déjeuner sur le site de la bibliothèque installée dans l'ancien restaurant universitaire pendant les travaux.

M. Diaz répond que le CROUS doit déménager son centre d'appel du rez-de-chaussée, ce qui permettra d'aménager un espace pour déjeuner à l'intérieur. La bibliothèque sera installée pour sa part au premier étage et ses activités se poursuivront normalement. S'agissant de l'offre de restauration, le RU de Fougères sera agrandi pour répondre à la demande en la matière.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.